

SEML SOGEBA



PORT DE BANDOL

MARCHE DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(C.C.A.P.)

Le pouvoir adjudicateur : SEML SOGEBA

Cahier des Clauses Administratives Particulières numéro : MCH 18 - 02 du 07-05-2018

**établi en application du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
et du CCAG Techniques de l'information et de la communication, relatif à :**

Fourniture, installation et maintenance d'un réseau WIFI pour le port de Bandol

**Procédure adaptée en application de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016
relatif aux marchés publics.**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

1. - Objet de l'accord-cadre
2. - Décomposition de l'accord-cadre
 - 2.1. - Allotissement
 - 2.2. - Forme de l'accord-cadre
3. - Généralités
 - 3.1. - Pièces contractuelles
 - 3.2. - Protection de la main d'œuvre et clause sociale
 - 3.3. - Protection de l'environnement
 - 3.4. - Réparation des dommages
 - 3.5. - Assurances
 - 3.6. - Autres obligations
4. - Durée de l'accord-cadre - Délai d'exécution des prestations
 - 4.1. - Durée de l'accord-cadre - Délai d'exécution
 - 4.2. - Exécution complémentaire
 - 4.3. - Pénalités de retard
 - 4.4. - Primes pour réalisation anticipée des prestations
5. - Prix et règlement
 - 5.1. - Contenu des prix
 - 5.2. - Variation des prix
 - 5.3. - Modalités de règlement
 - 5.4. - Périodicité des paiements
 - 5.5. - Avance
 - 5.6. - Sûretés
 - 5.7. - Pénalités diverses
 - 5.8. - Pénalités d'indisponibilité
6. - Conditions d'exécution des prestations
 - 6.1. - Lieu d'exécution
 - 6.2. - Moyens mis à disposition du titulaire, aménagement des locaux et surveillance en usine
 - 6.3. - Stockage, emballage, transport
 - 6.4. - Livraison
 - 6.5. - Documentation
 - 6.6. - Formation
 - 6.7. - Clauses techniques
7. - Constatation de l'exécution et garantie
 - 7.1. - Installation et MOM
 - 7.2. - Opérations de vérifications
 - 7.3. - Réception, ajournement, réfaction et rejet
 - 7.4. - Transfert de propriété
 - 7.5. - Garantie
 - 7.6. - Maintenance
 - 7.7. - Utilisation des résultats
8. - Dispositions diverses
 - 8.1. - Dématérialisation des échanges pendant l'exécution des prestations

- 8.2. - Autres dispositions
- 9. - Résiliation
- 10. - Litiges et différends
- 11. - Dérogations aux documents généraux

Article 1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations suivantes :

Fourniture, installation et maintenance d'un réseau WIFI pour le port de plaisance de Bandol (SEML SOGEBE).

Article 2 - Décomposition du contrat

2-1-Allotissement

Les prestations font l'objet d'un lot unique. L'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes et la dévolution de lots séparés est de nature à rendre impossible l'exécution technique de ces prestations.

2-2-Forme du contrat

Le marché est marché mixte et comporte :

- Une part forfaitaire pour la mise en place du réseau WIFI et des prestations associées, tel que prévu dans la décomposition du prix global et forfaitaire. Cette part est non reconductible.
- Une part à bons de commande en application de l'article 78 du décret marchés publics, sans minimum, et avec un maximum.
 - Le montant minimum annuel de la part à bons de commande : sans minimum
 - Le montant maximum annuel de la part à bons de commande est de : 10 000 € TTC

Cette part est conclue pour un an, reconductible trois fois.

Les prestations à réaliser seront définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comporteront :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du marché,
- numéro et date du bon de commande,
- adresse de livraison,
- adresse de facturation,
- désignation des prestations,
- délais maximum de livraison,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La personne habilitée à signer les bons de commande sont : le Président de la SEML SOGEBE.

Si un bon de commande est émis alors que la durée d'exécution du marché est expirée, le titulaire n'aura pas droit au paiement du prix des prestations. Il en est de même en cas de prestations réalisées sans bon de commande.

Article 3 - Généralités

3-1-Pièces contractuelles

L'accord-cadre est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi et ses éventuelles annexes ;
- Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et annexes éventuelles ;

- les pièces particulières, annexes éventuelles :

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics applicable aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (approuvé par l'arrêté du 16 Septembre 2009) ;

- l'offre technique et financière du titulaire.

3-2-Protection de la main d'oeuvre et clause sociale

3-2-1-Protection de la main d'oeuvre

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par la SEML SOGEBA, à l'adresse suivante : <http://www.achatpublic.com>

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

3-2-2-Clause sociale

Sans objet.

3-3-Protection de l'environnement

Sans objet.

3-4-Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute du pouvoir adjudicateur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par le pouvoir adjudicateur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

3-5-Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG TIC.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

3-6-Autres obligations

3-6-1-Obligations relatives à la sous-traitance

La sous-traitance n'est pas autorisée en matière de fournitures.

En revanche les prestations de services ou travaux accessoires de pose peuvent faire l'objet d'une de sous-traitance.

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché sus-mentionnées, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article 134 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et à l'article 3.6 du CCAG TIC.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 42.1 du CCAG TIC).

3-6-2-Confidentialité et sécurité

Le Titulaire s'engage au respect des stipulations suivantes :

Définition des Informations Confidentielles

Au titre du présent Contrat, le terme d'"Informations Confidentielles" désigne toute donnée ou information de quelque nature, forme support ou moyen que ce soit, incluant notamment les communications orales que le prestataire est amené à recueillir dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Les informations n'ayant pas un caractère public transmises au titulaire ou recueillies par lui sont présumées avoir une nature confidentielle. Le titulaire ne pourra se prévaloir de l'absence de mention sur le document ou donnée obtenu du caractère confidentiel pour s'exonérer de sa responsabilité. En cas de doute sur la nature de l'information, il appartient au prestataire de demander aux représentants de la SEML SOGEBE des précisions.

Destinataire et portée de l'obligation de confidentialité

Le Titulaire est soumis à une obligation de confidentialité concernant les Informations Confidentielles définies au paragraphe "Définition des Informations Confidentielles". Le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour préserver la nature confidentielle de ces Informations et notamment à :

- ne publier ou diffuser aucune des Informations Confidentielles à des tiers, sans l'accord écrit et préalable de la SEML SOGEBEA,
- communiquer, de manière restreinte, les Informations Confidentielles aux seuls membres de son personnel qui doivent en avoir directement connaissance pour l'application du présent Contrat et qui sont liées par des obligations de confidentialité,
- ne pas utiliser les Informations Confidentielles à d'autres fins que celles prévues par le présent Contrat,
- éviter toutes les transmissions notamment par moyen électronique, pouvant nuire à la protection des Informations Confidentielles,
- prendre toutes les mesures nécessaires pour préserver la nature confidentielle des Informations Confidentielles,
- prendre toutes les mesures permettant d'éviter l'accès et l'utilisation détournée ou frauduleuse par des tiers des Informations Confidentielles
- prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des Informations Confidentielles, et ce notamment afin d'empêcher qu'elles ne soient modifiées, déformées, endommagées ou détruites de manière accidentelle ou frauduleuse,
- assurer une étanchéité absolue entre les Informations Confidentielles et toute autre donnée ou information dont le Titulaire peut assurer le stockage ou qu'il peut traiter pour son propre compte ou pour le compte d'un tiers
- avertir immédiatement par écrit la SEML SOGEBEA, de tout élément pouvant laisser présumer une violation des obligations découlant du présent article.

Propriété des Informations Confidentielles

Les Informations Confidentielles transmises au Titulaire demeurent la propriété de la SEML SIGEBA ou de ses partenaires. La transmission des Informations Confidentielles au Titulaire ne peut être considérée ou interprétée comme lui cédant ou concédant un droit quelconque de propriété intellectuelle ou de toute autre nature sur les Informations Confidentielles.

Modalités de communication des Informations confidentielles

Toute transmission d'Informations Confidentielles par le Titulaire à un tiers ne peut être effectuée qu'après avoir obtenu l'accord écrit et préalable de la SEML SOGEBEA.

Le Titulaire s'engage à héberger et échanger les Informations Confidentielles avec la SEML SOGEBEA au moyen d'infrastructures informatiques et d'infrastructures de télécommunication conformes à l'état de l'art de la sécurité informatique et de la sécurité en matière de télécommunications, afin de prévenir tout usage non autorisé des Informations Confidentielles via le système d'information du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre, sur les environnements hébergeant les Informations Confidentielles, les organisations et dispositifs permettant d'assurer une robustesse optimale de ses moyens informatiques et de ses moyens de télécommunication, face aux menaces courantes telles que ver, virus, cheval de Troie, espionnage, sans que cette liste soit exhaustive.

Le Titulaire doit assurer une activité quotidienne de veille sur les menaces (ver, virus, cheval de Troie, espionnage, sans que cette liste soit exhaustive) et les vulnérabilités (failles identifiées) des environnements informatiques et des environnements de télécommunication par lesquels peuvent transiter les Informations Confidentielles tels que infrastructures Intranet et accès externes Internet, matériels et systèmes d'exploitation, logiciels éditeurs et internes.

La non-conformité des environnements du Titulaire à l'état de l'art de la sécurité informatique et de la sécurité en matière de télécommunications ne diminue pas la responsabilité du Titulaire quant à la présente obligation de confidentialité.

Application de l'obligation de confidentialité à toute personne travaillant pour le compte du Titulaire

Le Titulaire se porte fort du respect par toute personne travaillant pour son compte de l'obligation de confidentialité.

Selon la nature des informations confidentielles, il lui appartient, s'il le juge opportun de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour atteindre ce résultat, tels que notamment :

- faire signer à chacune des personnes affectées à l'exécution du Contrat un engagement de confidentialité visant le respect du présent Contrat et notamment les stipulations "Confidentialité" sans que cela n'atténue la responsabilité du Titulaire à cet égard,
- former ce personnel aux règles à respecter pour garantir l'obligation de confidentialité,

-communiquer à ce personnel uniquement les éléments strictement nécessaires à l'exécution de leur mission, en rappelant leur caractère confidentiel.

Par ailleurs, la SEML SOGEBA se réserve la possibilité de faire signer un engagement de confidentialité à toute personne agissant pour le compte du Titulaire sur un site de la SEML SOGEBA sans que cela n'atténue la responsabilité du Titulaire à cet égard.

Sanction en cas de non-respect de l'obligation de confidentialité

L'obligation de confidentialité est une obligation essentielle du présent Contrat et sa violation est susceptible de porter atteinte aux intérêts de la SEML SOGEBA.

Aussi, en cas de non-respect de cette obligation :

- le présent contrat pourra, après que le titulaire ait été amené à présenter ses observations et par dérogation au Cahier des Clauses administratives particulières, être résilié pour faute aux frais et risques du prestataire ;

- la SEML SOGEBA se réserve le droit d'engager la responsabilité du titulaire afin d'obtenir la réparation de son préjudice.

Il est par ailleurs rappelé que la révélation intentionnelle d'une information à caractère secret par une personne qui en est le dépositaire à titre professionnel est passible de poursuites pénales, conformément à l'article 226-13 du Code Pénal.

Limites de l'obligation de confidentialité

La présente obligation de confidentialité ne s'applique pas aux divulgations d'Informations Confidentielles suivantes :

- Le Titulaire doit justifier auprès de l'administration fiscale des écritures passées en exécution du présent Contrat ;

- La divulgation est nécessaire pour mettre en œuvre et prouver l'existence de droits en vertu du présent Contrat ;

- La divulgation aux Commissaires aux Comptes de chacune des Parties ;

- Lorsque le Titulaire peut apporter la preuve que les informations étaient du domaine public (notamment relatives au savoir-faire, outils et méthodes relevant de l'état de l'art dans la profession) avant la date de communication par la SEML SOGEBA, ou y sont entrées par la suite sans qu'une faute puisse être imputée au Titulaire.

Durée de l'obligation de confidentialité

Le titulaire est tenu à une obligation de confidentialité tant que l'information n'a pas été officiellement portée à la connaissance du public par la SEML SOGEBA.

A compter de la fin du présent Contrat pour quelque raison que ce soit, ou à l'échéance du présent Contrat, le Titulaire s'engage, à la demande de la SEML SOGEBA et sans frais :

- soit à retourner ;

- soit à détruire l'ensemble des Informations Confidentielles et les copies qui en ont été faites et qui sont en sa possession ou sous son contrôle.

Le Titulaire s'engage donc à rendre inutilisables et inexploitable les supports de traitement, de stockage, de sauvegarde et d'édition des Informations Confidentielles, comprenant notamment les fichiers temporaires et les fichiers de journalisation.

Le Titulaire doit transmettre à la SEML SOGEBA une attestation écrite et signée certifiant lui avoir renvoyé ou détruit l'ensemble des Informations Confidentielles et leurs copies relatives au présent Contrat et n'en avoir conservé aucune sous quelque forme que ce soit.

Dans l'hypothèse où le prestataire posséderait encore des informations confidentielles à l'issue du présent contrat, la SEML SOGEBA se réserve le droit d'engager sa responsabilité extracontractuelle s'il s'avérait que la conservation de ces données a causé un préjudice à la SEML SOGEBA.

Données personnelles^[Mc1]

En application de l'article 2 de la loi informatique et liberté " Constitue une donnée à caractère personnel toute information relative à une personne physique identifiée ou qui peut être identifiée, directement ou indirectement, par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments qui lui sont propres. Pour déterminer si une personne est identifiable, il convient de considérer l'ensemble des moyens en vue de permettre son identification dont dispose ou auxquels peut avoir accès le responsable du traitement ou toute autre personne. "

Toutes les données à caractère personnel auxquelles le Titulaire peut avoir accès dans le cadre des présentes sont réputées être des Informations Confidentielles. Le Titulaire en tant que sous-traitant des données, comme la SEML SOGEBA en tant que responsable du traitement, chacun en ce qui le concerne, s'engage à respecter la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le Titulaire s'engage à traiter les données personnelles confiées par la SEML SOGEBA conformément aux instructions et aux modalités de traitement définies par cette dernière.

Le Titulaire atteste qu'il dispose de moyens techniques présentant les garanties suffisantes pour assurer la sécurité et la confidentialité des données, pour empêcher toute destruction fortuite ou illicite, perte fortuite, divulgation ou un accès non autorisé d'un tiers, toute forme illicite de traitement, et pour empêcher que les données ne soient déformées ou endommagées.

Les Parties s'engagent à collaborer étroitement lors de la réalisation de toute nouvelle déclaration à la CNIL, le Titulaire apportant son assistance technique à la SEML SOGEBA.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci

3-6-3-Obligations diverses

Sans objet.

Article 4 - Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations

4-1-Durée du contrat - Délai d'exécution

La durée de validité de l'accord-cadre est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis. Elle est fixée à 1 An(s), à compter de la notification du marché.

Le marché est reconductible de manière tacite 3 fois [Mc2], pour une période de 1 An(s), soit une durée maximale de 4 An(s).

A défaut de décision expresse du pouvoir adjudicateur 4 mois au plus tard avant la date anniversaire, le marché sera considéré comme tacitement reconduit.

Toutefois, le titulaire peut refuser la reconduction ; dans ce cas il devra, par décision motivée, notifier son refus au pouvoir adjudicateur par LRAR 5 mois au plus tard avant la date anniversaire du marché. A défaut de refus exprès avant ce délai, le titulaire sera alors tenu d'accepter la reconduction.

Le délai d'exécution des prestations est fixé par le pouvoir adjudicateur dans les conditions ci-après :

- pour les prestations forfaitaires, la durée est d'un an.
- pour les prestations complémentaires sur bons de commande, le délai d'exécution des prestations sera fixé dans chaque bon de commande.

4-2-Exécution complémentaire

4-2-1-Modification du contrat

L'accord-cadre prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément à l'article 139 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

4-2-2-Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

4-3-Pénalités de retard

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, dès que le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

- Retard au regard des délais d'intervention mentionnés au CCTP [Mc3] (anomalie bloquante et semi-bloquante) :
 - Anomalie bloquante : 50 € TTC par heure de retard
 - Anomalie semi-bloquante : 10 € TTC par heure de retard

- Retard au regard des délais d'intervention mentionnés au CCTP (anomalie non bloquante): 50 € TTC par jour de retard.

Pour les prestations complémentaires à bons de commande :

Les dispositions prévues à l'article 14 du CCAG TIC s'appliquent :

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 20.4 du CCAG TIC et par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{1\,000}$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

4-4-Primes pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

Article 5 - Prix et règlement

5-1-Contenu des prix

Les prix du marché sont mixtes.

Pour les prestations désignées ci-après, les prix du marché sont traités à prix forfaitaires, sur la base de la Décomposition du prix global et forfaitaire : Fourniture du réseau WIFI du port - Matériels WIFI ; Portail web de connexion ; Déploiement et paramétrage du réseau.

Pour les prestations désignées ci-après, les prix du marché sont traités à prix unitaires, sur la base du Bordereau des prix unitaires et des quantités réellement exécutées : Prestations mentionnées au bordereau des prix unitaires.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 17.1.2 du CCAG TIC, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires.

5-2-Variation des prix

Les prix du marché sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède le mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) [0.125 + 0.875 \times \text{Syntec}(n)/\text{Syntec}(o)]$$

dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé ;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro.

Les index utilisés sont les suivants : Syntec

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

La SEML SOGEBA se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date du changement de barème ou de tarif, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 10 % l'an.

Toutefois le prix de règlement ne pourra excéder le prix résultant de l'évolution de l'indice en vigueur aux dates prévues pour l'ajustement sur le barème du titulaire.

La révision de prix sera faite à l'initiative du prestataire. Il devra transmettre impérativement les prix unitaires révisés au plus tard 15 jours avant la fin de la période en cours, au-delà de cette période la révision ne sera pas acquise.

Le calcul du coefficient de révision sera effectué tous les ans.

Le premier calcul du coefficient de révision interviendra à la date anniversaire de la notification du marché.

5-3-Modalités de règlement

5-3-1-Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements d'acomptes, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article 114 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016. Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde de l'accord-cadre.

5-3-2-TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

5-3-3-Présentation des demandes de paiement

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date de chaque bon de commande ou le numéro figurant sur la fiche d'engagement (" références chorus ")
- le numéro et la date et de chaque avenant ;
- les noms, n° Siret figurant sur le bon de commande ou la fiche d'engagement et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les livraisons effectuées et les prestations exécutées ;
- la date de livraison ou d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour et diminué des réfections fixées conformément aux dispositions du contrat ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du contrat ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;

- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.
Les demandes de paiement seront adressées à l'adresse suivante (à l'exception des titulaires soumis à l'obligation de transmettre les factures par voie dématérialisée - voir ci-après) :

SEML SOGEB
A l'attention de Philippe ROCHETEAU
Capitainerie du Port
83 150 BANDOL

Entreprises soumises à l'obligation de transmettre les factures par voie électronique :

En application de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique cette obligation concerne :

- A partir du 1er janvier 2017 : les grandes entreprises (plus de 5 000 salariés, ou moins de 5 000 salariés et réalisant plus de 1,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires et plus de 2 milliards d'euros de total de bilan) et les personnes publiques ;
- A partir du 1er janvier 2018 : les entreprises de taille intermédiaire (entre 250 et 4999 salariés, et soit un chiffre d'affaires n'excédant pas 1,5 milliards d'euros soit un total de bilan n'excédant pas 2 milliards d'euros. Une entreprise qui a moins de 250 salariés, mais plus de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires et plus de 43 millions d'euros de total de bilan est aussi considérée comme une entreprise de taille intermédiaire) ;
- A partir du 1er janvier 2019 : les petites et moyennes entreprises (10 à 250 salariés et un chiffre d'affaires annuel inférieur à 50 millions d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 43 millions d'euros).
- A partir du 1er janvier 2020 : les très petites entreprises (moins de 10 salariés et un chiffre d'affaires annuel de moins de 2 millions d'euros).

Conformément à l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, la transmission des factures sous forme dématérialisée par les titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct s'effectue selon les modalités mentionnées sur le site : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>.

5-3-4-Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé au mandataire et ses cotraitants en cas de groupement.

5-3-5-Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article 183 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

5-3-6-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article 183 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

5-4-Périodicité des paiements

Pour les prestations forfaitaires, le paiement sera échelonné comme suit :

- 30% à la mise en ordre de marche ;
- 40 % à la vérification d'aptitude ;
- 30% à la vérification de service régulier.

Pour les prestations sur bons de commande, les paiements interviennent à l'issue de la réception des prestations, sauf si la périodicité est supérieure à trois mois.

Dans ce cas, des acomptes trimestriels pourront être versés. Toutefois, lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens du II de l'article 57, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, ce maximum est ramené à un mois à la demande du titulaire.

5-5-Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Elle est versée si le montant minimum des prestations est supérieur à 50 000.00 € hors taxes. [Mc4]

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution de l'accord-cadre si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification de l'accord-cadre.

Le montant de l'avance est déterminé par application de l'article 110 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016. Elle est égale à 5.00% du montant minimum toutes taxes comprises de l'accord-cadre, si le délai d'exécution de l'accord-cadre n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5.00% d'une somme égale à 12 fois le montant minimum divisé par la durée de l'accord-cadre exprimée en mois.

L'avance sera remboursée en une seule fois lorsque le seuil de 65.00% est atteint.

5-6-Sûretés

Sans objet.

5-7-Pénalités diverses

Sans objet.

5-8-Pénalités d'indisponibilité

Il est prévu des pénalités journalières d'indisponibilité sans mise en demeure préalable dans le cas où un matériel désigné ci-dessous serait indisponible plus de 1 jour dans le mois de 50 € par jour.

L'indisponibilité est le temps qui s'écoule entre la demande d'intervention faite par écrit au titulaire (lequel doit impérativement faire connaître un courriel dédié) et la constatation au carnet de maintenance ou de suivi (qui doit être impérativement tenu) de la disparition du désordre.

Les cessations de fonctionnement dues à des interventions de maintenance préventive contractuellement prévues ne sont pas des indisponibilités au sens du présent article.

Les pénalités indiquées correspondent à une indisponibilité totale du matériel empêchant tout accès à internet. Lorsque l'accès à internet est seulement gêné, la pénalité est seulement divisée par deux.

Article 6 - Conditions d'exécution des prestations

6-1-Lieu d'exécution

Les prestations doivent être livrées aux points de livraison, aux jours et heures indiqués sur chaque bon de commande.

6-2-Moyens mis à disposition du titulaire, aménagement des locaux et surveillance en usine

Sans objet.

6-3-Stockage, emballage, transport

6-3-1-Stockage

Le stockage sera effectué dans les locaux du titulaire qui assumera la responsabilité du stockage.

6-3-2-Emballage

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Elle est de la responsabilité du titulaire. En application de l'article 19.2.2 du CCAG TIC, les emballages restent la propriété du titulaire.

6-3-3-Transport

Conformément à l'article 19.3 du CCAG TIC, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

6-4-Livraison

Les livraisons sont réalisées selon les dispositions de l'article 20 du CCAG TIC et dans les conditions prévues au CCTP.

6-5-Documentation

Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement corrects du matériel et/ou du logiciel livré, ainsi qu'à son entretien courant. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

6-6-Formation

Se référer au CCTP.

6-7-Clauses techniques

Les clauses techniques figurent au cahier des clauses techniques particulières.

Article 7 - Constatation de l'exécution et garantie

7-1-Installation et MOM

Par dérogation à l'article 23 du CCAG TIC, l'installation et la mise en ordre de marche du matériel et des logiciels sont réalisées par le titulaire.

Il dispose de deux mois à compter de la notification du marché pour effectuer la mise en ordre de marche. Il remet un procès-verbal de mise en ordre de marche au pouvoir adjudicateur et lui indique s'il sera présent aux opérations de vérification.

7-2-Opérations de vérifications

1) Vérifications quantitatives

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou le travail fait et la quantité ou le travail commandé par le pouvoir adjudicateur.

A l'issue des opérations de vérification quantitatives, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

2) Vérifications qualitatives

a) Vérification d'aptitude

La vérification d'aptitude intervient après la mise en ordre de marche. Elle a pour objet de constater que les prestations, livrées ou exécutées, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées par l'accord-cadre.

Les opérations de vérification d'aptitude seront effectuées par dans le délai d'un mois suivant la notification par le titulaire du procès-verbal de mise en ordre de marche au pouvoir adjudicateur.

Un procès-verbal de vérification d'aptitude sera établi par le pouvoir adjudicateur et contresigné par le titulaire.

Si le pouvoir adjudicateur n'est pas en mesure de prendre une décision positive de vérification d'aptitude, il prend une décision d'ajournement ou de rejet, selon les modalités fixées à l'article 28 du CCAG TIC.

b) Vérification du service régulier

La vérification de service régulier a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation prévues par l'accord-cadre.

La régularité du service s'observe pendant un mois, à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par le pouvoir adjudicateur.

Le service est réputé régulier si la durée cumulée, sur le mois, des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas 2 % de la durée d'utilisation effective 24h/24h 7j/7.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai maximal de sept jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier.

Si le résultat de la vérification de service régulier est positif, le pouvoir adjudicateur prend une décision de réception des prestations.

La réception peut être limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée, pourvu qu'ils permettent l'utilisation dans des conditions jugées acceptables par le pouvoir adjudicateur.

Si le résultat de la vérification de service régulier est négatif, le pouvoir adjudicateur prend une décision écrite qu'il notifie au titulaire, soit :

- d'ajournement avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire maximale d'un mois ;
- de réception avec réfaction ;
- de rejet.

Si le pouvoir adjudicateur ne notifie pas sa décision dans le délai sept jours mentionné ci-dessus, le résultat de la vérification de service régulier est considéré comme positif et les prestations sont réputées reçues.

7-3-Réception, ajournement, réfaction et rejet

7-3-1-Réception

Le pouvoir adjudicateur prononce la réception des prestations, si elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre. La réception prend effet à la date de notification au titulaire de la décision de réception. En cas de réception tacite, la réception prend effet au terme du délai mentionné à l'article 7.2 2) b) du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

7-3-2-Ajournement

Le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner la réception des prestations selon les conditions fixées par l'article 28.2 du CCAG TIC.

7-3-3-Réfaction

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées, dans les conditions de l'article 28.3 du CCAG TIC.

7-3-4-Rejet

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations de l'accord-cadre et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total selon les conditions de l'article 28.4 du CCAG TIC.

7-4-Transfert de propriété

La réception des fournitures ou des matériels acquis par le pouvoir adjudicateur entraîne le transfert de leur propriété.

7-5-Garantie

Conformément à l'article 30.1 du CCAG TIC, les prestations et matériels font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision de réception.

7-6-Maintenance

La maintenance des matériels livrés est prévue et comprend les interventions demandées par le pouvoir adjudicateur, en cas de fonctionnement défectueux de l'un quelconque des éléments faisant l'objet de l'accord-cadre, ainsi que l'entretien préventif.

La maintenance porte également sur les modifications apportées aux matériels livrés sur l'initiative du titulaire. Le pouvoir adjudicateur est préalablement avisé de ces modifications ; il peut s'y opposer.

Le pouvoir adjudicateur ne peut faire effectuer les opérations de maintenance non prévues par l'accord-cadre qu'après accord du titulaire.

Le décompte du délai imparti au titulaire pour répondre à une demande d'intervention court 24h/24 7j/7.

Le pouvoir adjudicateur assure aux préposés du titulaire chargés de la maintenance, qu'il a agréés, l'accès de ses locaux si nécessaire.

Il peut retirer son agrément, par une décision motivée dont il informe le titulaire. Pendant leur présence dans les locaux du pouvoir adjudicateur, les préposés du titulaire sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité, établies et communiquées au titulaire par le pouvoir adjudicateur.

7-7-Utilisation des résultats

Sans objet.

Article 8 - Dispositions diverses

8-1-Dématérialisation des échanges pendant l'exécution des prestations

Dans le cadre de l'exécution du contrat, les correspondances entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire pourront être réalisés par la voie dématérialisée au moyen de l'envoi d'un courriel avec accusé de réception.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit lorsqu'il l'estime opportun de transmettre ses correspondances par l'envoi de recommandé avec accusé de réception.

8-2-Autres dispositions

Pas de stipulation particulière.

Article 9 - Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article 51 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et selon les dispositions des articles 39 à 46 du CCAG TIC.

Il est précisé qu'en cas de résiliation pour faute du titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter les prestations aux frais et risques de ce dernier.

Article 10 - Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 47 du CCAG TIC. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

Article 11 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 14 du CCAG TIC par l'article 5.8 du CCAP

Dérogation à l'article 23 du CCAG TIC par l'article 7.1 du CCAP

Dérogation à l'article 27 du CCAG TIC par l'article 7.2 du CCAP